

Moniteur du Commerce International depuis 1883



Malaisie

Guide business

2014

Dossier

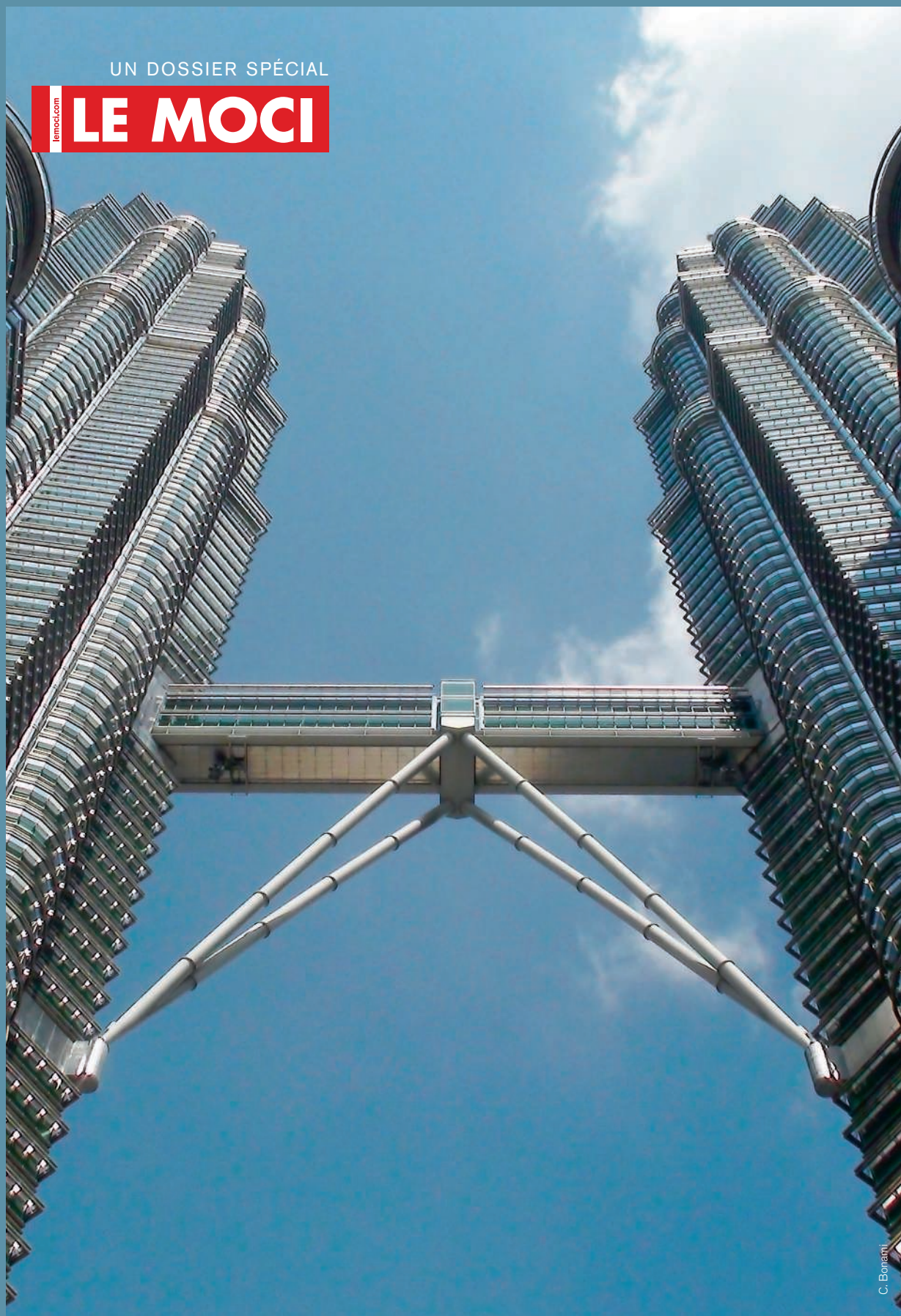
Brésil

À l'heure d'une transition
annoncée

UN DOSSIER SPÉCIAL

lemoci.com

LE MOCI



Malaisie

Guide business 2014

La Malaisie veut devenir un pays à revenu élevé d'ici à 2020. Un programme de transformation économique (ETP) a été conçu, des moteurs de la croissance (NKEAs) sont identifiés, comme dans l'énergie, les infrastructures, l'électronique ou encore la santé. Le bon moment pour y aller.

Peu connue de la plupart des entreprises françaises, la Malaisie mérite pourtant le détour. Martine Dorance, l'ambassadeur de France dans ce pays de 30 millions d'habitants, n'hésite pas à qualifier la Malaisie de « trésor caché ». Il est vrai que la jeune fédération malaisienne, moins d'un demi-siècle après sa naissance en 1957, peut s'enorgueillir d'une réelle stabilité politique et économique.

En quarante-sept ans, le pouvoir d'achat s'est considérablement élevé, la politique de redistribution fonctionne et les investissements directs étrangers continuent à affluer, avec, toutefois, des hauts et des bas : 12,2 milliards de dollars en 2011, 10,1 milliards en 2012, 12,5 milliards l'an dernier. Composée au nord de la péninsule qui s'étend de la Thaïlande à Singapour et au sud par la partie septentrionale (hors Brunei) de l'île de Bornéo, la Malaisie est classée parmi les pays à revenu intermédiaire. Un succès à mettre au compte des gouvernements qui se sont succédés, mais une réussite encore insuffisante dans un environnement régional très compétitif. La Malaisie est, en effet, concurrencée en Asie du Sud-est par plusieurs voisins à bas coût, comme la Thaïlande et l'Indonésie, et par d'autres bien plus avancés

dans l'ère des productions à forte valeur ajoutée, à l'instar de Singapour et de la Corée du Sud.

Prise en étau, la Malaisie a choisi à la fois de monter en gamme dans toute une série de secteurs traditionnels (hydrocarbures, composants électriques et électroniques, tourisme...) et de créer de nouveaux pôles dotés de technologies avancées, comme l'aéronautique, la pharmacie, les biotechnologies et les équipements de santé.

Dès 2009, le gouvernement d'Abdullah Badawi (2003-2009) s'était engagé à ce que le revenu national brut (RNB) par habitant passe de 6 700 dollars en 2009 à 15 000 dollars en 2020, RNB minimum, selon l'OCDE, pour rejoindre le club des pays développés. C'est ainsi ce gouvernement qui a été l'architecte de la Vision 2020 et du plan de transformation économique (ETP) qui en découle.

L'an dernier, le PIB par habitant a dépassé la barre des 10 000 dollars (voir chiffres clés, page 24). « Je me souviens très bien des discussions. J'y ai participé pour une part, avec, notamment, 1 000 représentants du secteur privé », relate Mohd Azharuddin, directeur du Transport public au sein de Pemandu, l'agence de l'État en charge de la planification de l'ETP, et, à ce titre, du développement du Grand Kuala Lumpur (GKL) et de la Vallée du Klang. Le GKL est le

premier des douze « moteurs de la croissance clés pour la nation » ou NKEAs, le seul, au demeurant, qui ne soit pas sectoriel, aux côtés de l'énergie, les services financiers, le commerce de gros et de détail, l'huile de palme et le caoutchouc, le tourisme, l'électronique, les services aux entreprises, la communication et les infrastructures, l'éducation, l'agriculture et la santé.

Nulle surprise, dans une économie tournée vers les services (55 % du PIB) et les hydrocarbures, de trouver parmi les NKEAs l'énergie et les services d'affaires, à côté de secteurs traditionnellement forts, comme l'huile de palme et l'électronique. Entre les taxes perçues à l'exportation, les dividendes versés par Petronas – la puissante compagnie nationale obligatoirement partie prenante aux contrats de partage de production –, et les taxes acquittées par les compagnies étrangères, « les hydrocarbures représentent à eux seuls entre 30 à 40 % des revenus de l'État », rappelle François Matraire, directeur jusqu'à septembre 2014 du bureau d'Ubi-france, à Kuala Lumpur.

Outre Pemandu, qui évalue les progrès de l'ETP, deux agences ont été constituées : Malaysian Petroleum Services Corporation (MPRC), dont le but est que la Malaisie devienne le hub régional en matière d'hydrocarbures vers 2017 ; et Invest KL, chargé d'attirer les 500 plus

grandes compagnies internationales à Kuala Lumpur. Les deux sont actives en matière de promotion à l'étranger, mais il arrive aussi que des entreprises s'adressent directement à elles ou *via* Pemandu. Au bout de la chaîne, se trouve l'agence publique d'information et de conseil Malaysian Investment Development Authority (Mida), qui attribue des aides fiscales.

Parmi les sociétés qui sont « passées » par Pemandu, figure le spécialiste français de l'ingénierie Altran. C'est Fabrice Godeau, aujourd'hui le patron de l'entité malaisienne du groupe français, qui a contacté puis a introduit Altran en Malaisie. Comme il résidait déjà sur place, il s'est adressé directement à Pemandu, ce qui lui a été fort utile pour bénéficier des avantages et inscrire son action dans le cadre de l'ETP.

Dans la pratique, chaque NKEA comprend plusieurs points d'entrée prioritaires (EPP). Par exemple, dans le cas du 8^e NKEA, qui porte sur les Services d'affaires, six EPP sont définis : 1) renforcer les services de maintenance, réparation et révision (MRO) dans l'aviation ; 2) mettre en place des services de partage et d'outsourcing compétitifs ; 3) positionner la Malaisie comme un centre mondial des données ; 4) stimuler l'industrie des technologies vertes ; 5) accroître les services des sociétés spécialisées dans l'ingénierie ; et 6) transformer la Malaisie en un hub en matière de construction et de réparation navales.

Altran étant ce qu'on appelle un « pure player » dans l'ingénierie, son investissement entre dans le cadre du 5^e EPP. Son plan d'affaires a été audité par Price Waterhouse. « Nous nous sommes engagés à créer 200 postes d'ingénieur d'ici à 2020 », relate Fabrice Godeau, Français résidant en Asie depuis 19 ans. « Pour nous, affirme-t-il encore, le gouvernement est un partenaire. Il comprend nos demandes. Pour Altran par exemple, il ne met pas de limite à l'immigration. Mais il sait aussi que nous allons former des

Parmi les sociétés qui sont « passées » par Pemandu, figure le spécialiste français de l'ingénierie Altran.

Malaisiens. Et d'ici à cinq ans, j'espère que la société sera pilotée par des Malaisiens ».

Avantage de la démarche, pour constituer Altran Malaysia à Kuala Lumpur, le spécialiste français de l'ingénierie a reçu l'appui d'Invest KL, qui lui a organisé divers rendez-vous, notamment avec l'institut des industries avancées Ami ou Might Meteor, qui fournit des budgets de formation pour des ouvriers et des cadres. L'agence publique lui a aussi permis d'obtenir le statut de compagnie multimédia (MSC), donnant en l'occurrence, comme avantages, de pouvoir adresser ses demandes de permis de travail en ligne, grâce à un logiciel spécialisé, et de ne pas payer d'impôts sur les bénéfices pendant cinq ans (+ 5 ans renouvelable). Enfin, elle l'a mis en relation avec Mida pour l'enregistrement du bureau de représentation auquel sont liées les aides. « Tous les trimestres, il nous est demandé de faire un point sur nos investissements et nos recrutements. Entre 2013 et 2014, précise Fabrice Godeau, nous sommes passés de cinq à quinze ingénieurs, ce qui nous oblige à multiplier les métiers et les secteurs d'intervention ». Pour trouver cette main-d'œuvre qualifiée, le directeur général d'Altran Malaysia dispose d'un « vivier local » avec les universités spécialisées dans les technologies dans le pays et la communauté des Malaisiens bénéficiant de bourses en Europe.

« Nous allons également aider les sociétés locales à innover. C'est pourquoi la société a signé une lettre d'intention avec un groupe malaisien pour développer des produits de haute technologie », dévoile encore le dirigeant français. Avant d'opérer largement dans la région, Altran Malaysia va se

concentrer pendant encore au moins deux ans sur la Malaisie et Singapour. « Avec notre structure à Singapour, qui dépend du bureau régional à Kuala Lumpur, nous allons développer dans la cité État des produits de haute technologie pour une société singapourienne dans le domaine de l'avionique », se réjouit Fabrice Godeau.

Bien que la Malaisie et Singapour se jaloussent plus ou moins ouvertement, entre les deux voisins asiatiques, il y a des synergies et des complémentarités à trouver. Déjà des PME singapouriennes sont encouragées à s'installer dans la zone économique spéciale d'Iskandar, au-delà de la frontière malaisienne*. « Singapour et Kuala Lumpur, c'est un peu comme Lyon et Genève. Si elles peuvent s'entendre, elles partageront leurs avantages réciproques », délivre Zainal Amanshah, directeur exécutif d'Invest KL. « Nous collaborons déjà. Un groupe de travail dans les semi-conducteurs a été constitué. Singapour a l'expertise et nous l'espace », renchérit Noorhazlina Mohamad Nor, la toute nouvelle représentante de Mida à Paris.

« Ce qui nous importe, ajoute la directrice du bureau de l'agence en France, c'est de favoriser la formation de clusters ». Par exemple, dans l'électricité, avec le LED, les semi-conducteurs et le solaire, avec des entreprises telles que Philips ou Intel ; ou dans l'aéronautique, autour d'Airbus, qui a ouvert en Malaisie un centre de services à la clientèle.

De notre envoyé spécial en Malaisie, François Pargny

*Lire à cet égard le Guide Business Singapour 2014 n° 1967 du 26 juin www.lemoci.com/0115-229-Guide-business-Singapour-2014.html

Dotée d'une politique de développement économique ambitieuse et aussi réfléchie à long terme, axée autour de 12 secteurs clés, la Malaisie s'appuie sur des atouts de taille, se classant ainsi parmi les 15 pays les plus compétitifs au monde. Stratégiquement située au carrefour des grandes routes maritimes mondiales et bénéficiant d'un environnement des affaires excellent, la Malaisie est un tremplin pour l'ASEAN, Marché de 600 Millions de consommateurs potentiels. Avec son propre Marché intérieur dynamique et une expertise industrielle développée (O&G, Pétrochimie, Agroalimentaire, E&E, Médical), la Malaisie offre de réelles opportunités d'investissement et de développement commercial.

Vous mettez en avant la région Sud de la Malaisie. Pourquoi ?

L'état de Johor jouit d'un attrait de plus en plus prononcé, lié à sa contiguïté avec Singapour. Outre les sociétés singapouriennes qui y investissent pour optimiser leur chaîne de valeur, de nombreux investisseurs étrangers y voient l'opportunité de bénéficier des avantages des 2 pays, à l'identique de Hong Kong et Shenzhen.

Notre connaissance de Singapour et de la Malaisie, dont particulièrement l'Etat de Johor, offre un bel atout pour nos clients qui peuvent ainsi bénéficier d'une réelle expertise pour optimiser leurs activités sur ces deux pays. La Malaisie offre de la surface, des coûts opérationnels nettement plus faibles que Singapour et une main d'œuvre qualifiée parlant anglais. Le cadre de vie y est aussi très agréable. Singapour pour sa part, s'appuie sur une fiscalité avantageuse, un écosystème industriel structuré et concentré et un des environnements des affaires les plus sûrs au monde.

Grâce à notre expertise, nous vous offrons des solutions optimisées sur ces deux pays qui sont aussi de véritables plateformes pour votre développement en Asie.

Exportateurs et Industriels, nous vous conseillons et vous accompagnons localement et concrètement, en réalisant des **prestations sur mesure favorisant votre approche globale et pérenne** :

- Diagnostic Projet et conseils amont,
- Recherche et qualification de partenaires, de prospects, de distributeurs, d'agents,
- Organisation de RDV BtoB,
- Accueil, formation pays et encadrement de VIE (ou expats),
- Suivi commercial, optimisation de la démarche,
- Etudes de sous-traitance, management d'activités industrielles,
- Support et aides à l'implantation,...

Notre VA : 15 ans d'expériences pays - Connaissance de l'entreprise (dont environnement PME / ETI)
Pertinence industrielle, technique et technologique - Efficacité et culture du résultat - Actions opérationnelles et « terrain » - Proximité et réactivité

Consultez en particulier nos références et des exemples de nos dernières réalisations sur notre site.

www.interfab-solutions.fr

« du concret et des résultats »

Contact France : François-Xavier COSSON - fxc@interfab-solutions.fr - 06.86.04.77.71



« Une société française installée en Malaisie : l'intérêt à privilégier le recrutement d'un talent étranger à celui d'un candidat local »

Un entretien avec Elisabeth Laubel, directeur général d'All1KL

Quelle est la situation du marché du travail en Malaisie ?

L'économie de la Malaisie connaît une croissance soutenue et un taux de chômage de l'ordre de 3%. Le pays se trouve ainsi en situation de plein-emploi et fait face à une pénurie de personnel qualifié. D'où l'existence d'un contexte favorable pour les étrangers en quête d'un poste dans la zone ASEAN, à condition toutefois de remplir un certain nombre de conditions.

Les opportunités d'emploi concernent quasi-exclusivement les niveaux qualifiés : ingénieurs, techniciens, responsables marketing et ventes, managers de projets, etc. Dans tous les cas de figure, le postulant doit détenir un diplôme de formation supérieure (à partir de bac+4), être âgé au minimum de 25 ans (seuil pour obtenir le visa de travail, le « work permit »), parler anglais et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans. Le fait d'avoir déjà travaillé à l'étranger, plus particulièrement en Asie, constitue un atout supplémentaire très apprécié des recruteurs.

Les besoins en termes de compétences sont importants et concernent l'ensemble des secteurs d'activité avec une prééminence forte pour l'industrie des hydrocarbures et de l'énergie. A contrario, la finance-comptabilité (en raison de l'existence d'une offre abondante de talents locaux) et certaines professions réglementées (médical, avocats, etc.) sont peu accessibles aux étrangers.

Le secteur privé malaisien embauche de plus en plus d'occidentaux. Pour autant, ce sont les multinationales et filiales d'entreprises françaises qui offrent le plus d'opportunités d'emploi pour des compétences extérieures. La tendance actuelle de réduction des salaires expatriés depuis la France, au profit de recrutements sur place, se généralise dans beaucoup de pays y compris en Malaisie pour des raisons évidentes de coût.

Un candidat venu de l'étranger n'est-il pas

cependant pénalisé par rapport aux cadres locaux ?

Bien entendu, le réflexe de tout recruteur sera de privilégier un candidat local. Cependant, la tension du marché de l'emploi se traduit par une croissance annuelle des salaires de 6-7% (toutes industries confondues) et par des négociations « employeur/candidat » plus axées sur d'autres composants tels que : bonus annuel (pouvant s'élever à plusieurs mois), assurances et indemnités diverses. En outre, les cadres malaisiens se trouvant en position de force n'hésitent pas à changer d'emploi. Le turnover est élevé : 15% en moyenne variant très fortement d'une entreprise à une autre. Les sociétés installées en Malaisie sont quotidiennement confrontées à la question de la rétention des talents.

En revanche, un étranger qui obtient un poste en Malaisie aura un état d'esprit différent. Au terme de la période légale de 2 ans de son visa de travail, ce cadre « sous contrat local » cherchera à pérenniser son emploi au sein de sa société et à faire renouveler son permis pour une durée équivalente. Il sera aussi rapidement opérationnel lors de sa prise de fonction, ne nécessitant que peu ou pas de formation. Je pense ainsi que le choix de recrutement d'un candidat étranger peut relever d'une démarche pertinente pour l'entreprise avec un objectif d'optimisation de coûts : en effet, le coût global d'un poste de travail occupé par un malaisien – à niveau de qualification et expérience identiques à celui d'un étranger – peut désormais être plus élevé que celui prévu initialement par le recruteur.

Quelle est l'offre de votre société ?

Créée en 2009, All1KL s'adresse aux entreprises désireuses d'embaucher des cadres étrangers sous contrat local et aux personnes qui souhaitent travailler en Malaisie. Nous sommes des spécialistes du contrat local. All 1 KL intervient également aux Philippines

et en Indonésie.

Nous conseillons et accompagnons les entreprises dans leur processus de recrutement de personnel français et occidental. Notre valeur ajoutée réside dans notre expérience, notre base de données de candidats qualifiés et notre connaissance fine de la Malaisie, en particulier des caractéristiques et du fonctionnement de son marché du travail.

Quels conseils adressez-vous aux entreprises comme à tous ceux qui seraient intéressés par l'obtention d'un poste en Malaisie ?

Nous recommandons aux entreprises qui veulent recruter un cadre de bien considérer toutes les composantes du coût d'un poste de travail en Malaisie : salaire mais aussi primes diverses, frais de recrutement, formation, absentéisme, turnover possible, le tout sans omettre le coût « caché » qu'une vacance de poste, liée à une recherche infructueuse de candidats locaux, pourrait engendrer. En raisonnant de la sorte, nombre de recruteurs seront étonnés de découvrir que le choix d'un cadre étranger en contrat local peut s'avérer plus avantageux.

Concernant les candidats à une reconversion professionnelle en Malaisie, il est crucial de faire preuve de motivation. Les signes d'une forte volonté de relocalisation sont des éléments essentiels dans la décision finale prise par l'employeur. Par ailleurs, il s'agit de se renseigner au préalable, sur les conditions et facteurs de succès d'embauche inhérents à chaque position et ce, pour chaque secteur d'activité. Prétendre, pour un même type de poste, à un niveau de salaire en monnaie locale équivalent à celui reçu en France, est une démarche à écarter absolument. Les surprises – en termes de rémunération potentielles – sont grandes et peuvent en fait, être aussi mauvaises que très bonnes.



D.R.